

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 19/01/2023

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES OMYA Saki-Coume-Roujou, Télévision et Montpeyroux

Chemin du Mas Fages - BP 3
66600 SALSES LE CHATEAU

Réf: 2023-010-PR

Code AIOT dans GUN :

- x carrière Saki Coume Roujou : 0006601535
- x carrière Télévision :
- x carrière Montpeyroux :

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/01/2023. Le présent rapport rend compte de cette visite.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 des 3 carrières dites Saki-Coume-Roujou, Télévision et Montpeyroux situées sur les communes de Vingrau et Tautavel. L'inspection a été annoncée le 23/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- la gestion des déchets inertes ;
- le ravitaillement des engins.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Les 3 carrières exploitées par la société OMYA sur les communes de TAUTAVEL et de VINGRAU sont des exploitations de calcaire blanc destinée à la production de charges minérales pour l'industrie.

Les trois sites d'extraction de « Saki-Coume-Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux », sont séparés l'un de l'autre, mais historiquement ont été réunis dans une seule autorisation délivrée initialement par l'arrêté préfectoral n°2872 du 04/11/1994, pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2024). L'autorisation porte sur une production maximale annuelle de 450.000 tonnes hors stériles (production moyenne de 300.000 tonnes/an).

Se trouve également sur le site, à proximité de la carrière de Saki-Coume-Roujou, l'installation de premier traitement de matériaux qui a été autorisée par un arrêté séparé (n° 2873/94) mais de même date.

L'arrêté autorisant l'exploitation des 3 carrières du 04/11/1994 est complété par les arrêtés complémentaires du 17/03/1999 (constitution des garanties financières), n°47 du 07/01/2005 (mise à jour des garanties financières), n°4316 du 06/12/2007 (modification du périmètre d'exploitation et de certaines prescriptions et actualisation du montant des garanties financières) et n°2017.005-0001 du 05/01/2017 (actualisation du phasage d'exploitation).

Mode d'exploitation : il s'agit d'une carrière à ciel ouvert exploitée en fouille sèche avec reprise des matériaux abattus à l'explosif par des engins mécaniques lourds.

Les produits extraits pour la fabrication de carbonates, destinés à l'industrie et au marché des amendements agricoles, sont :

- soit traités dans une unité fixe de concassage-criblage de Vingrau pour ceux issus des zones de Saki-Coume-Roujou, de la Télévision et une partie de Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château ;
- soit traités dans une unité mobile de concassage-criblage pour la deuxième partie de ceux de Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.

Les stériles sont valorisés dans une unité de concassage-criblage mobile, directement dans la zone d'exploitation ; ils sont ensuite pris en charge par la société Vaills qui les valorise sur le marché des granulats pour l'emploi sur chantiers de viabilité.

Les 3 carrières sont concernées par :

- la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière » pour une capacité maximale de 450.000 t/an (régime d'autorisation) ;
- la rubrique 2515-1 installation de broyage concassage criblage... pour une puissance de 500 kW (régime d'enregistrement).

A signaler que ces 3 carrières sont en cours de procédure de renouvellement de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- verses de la télévision et Montpeyroux ;
- aires de ravitaillement ;
- atelier ;
- 3 sites d'extraction.

Les constats effectués au cours de la visite sont repris dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-I	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
14	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
15	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
16	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-II
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3-I
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3-II
6	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
7	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
9	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
10	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
12	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
13	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 6 faits non-conformes. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les faits non-conformes relevés conduisent l'inspection à proposer au préfet de faire application des dispositions du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-I
Thème(s) : Risques chroniques, ravitaillement et entretien des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Article 4.3.2. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « Eaux issues de l'aire de lavage des engins » Les eaux récupérées sur l'aire de lavage des engins sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un débourbeur et d'un filtre coalesceur avant de rejoindre le milieu naturel.</p> <p>Article 2.1.1. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « Consignes d'exploitation » L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.[...]</p> <p>Article 3.1.1. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « Dispositions générales » [...] Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que le ravitaillement et lavages des engins pour les 3 carrières est réalisée sur une aire principale, étanche, bétonnée, implantée sur le site des installations de premier traitement limitrophe à la carrière de Saki-Coume-Roujou.</p> <p>L'aire de 130 m² est équipée d'un caniveau central qui collecte les égouttures (mais aussi les eaux pluviales lessivant cette aire) pour les diriger vers un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Une deuxième aire bétonnée mais non reliée se situe en face de la réserve incendie 2 x 40 m³ sur le site de l'installation de traitement qui est aussi utilisée pour le ravitaillement.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures localisé dans le prolongement de l'aire étanche est équipé d'un système d'obturation automatique.</p> <p>L'exploitant présente le plan des réseaux enterrés daté du 26/09/2017, localisant l'aire étanche principale, le débourbeur de 5000 l, le séparateur d'hydrocarbures, la canalisation de rejet, le point de rejet.</p> <p>Ce plan ne fait pas apparaître la 2ème aire de ravitaillement.</p> <p>L'exploitant indique que les engins les plus mobiles, (engins à pneus de type chargeuses, tombereaux et citerne arroseuse) sont ravitaillés en carburant par camion-citerne suivant la technique du bord-à-bord, sur l'aire étanche et les engins les moins mobiles (engins à chenilles) sont ravitaillés en carburant par camion-citerne par bord-à-bord également, mais au-dessus d'un bac étanche directement sur les zones d'exploitation (de manière à leur éviter de se rendre à l'aire étanche qui leur nécessiterait un long temps de déplacement).</p> <p>L'exploitant confirme que les engins sur pneus sont stationnés sur le parking situé à proximité de l'installation de traitement et ne demeurent pas sur les carrières en fin de journée.</p>

L'exploitant précise que :

- l'opération de ravitaillement est systématiquement réalisée sous la surveillance de l'opérateur formé qui contrôle le bon déroulement du transvasement du début à la fin et intervient immédiatement en cas d'incident. Ce dernier dispose d'autre part d'un kit de dépollution dans son véhicule pour l'aider dans son intervention ;
- les engins et l'ensemble des véhicules présents sur les sites sont tous équipés d'un ensemble de feuilles absorbantes et d'un kit type « anti-pollution ». Des feuilles absorbantes et des boudins sont également à disposition dans l'atelier. Le personnel est formé à l'intervention en cas de pollution accidentelle. L'exploitant indique que le débourbeur est régulièrement curé ;
- les matières souillées issues des vidanges sont transportées et éliminées par une entreprise spécialisée ;
- les bordereaux de suivi de ces déchets seront conservés.

L'exploitant présente les attestations du nettoyage du débourbeur déshuileur des 21/03/2012, 11/06/2015, 06/07/2018, 05/07/2021 réalisé par la SRA SAVAC et les BSD. L'inspection note que les documents ne permettent pas d'assurer aisément une traçabilité de l'opération de nettoyage du débourbeur.

Lors de la visite l'inspection note que l'aire de ravitaillement principale est encombrée de boues, les plaques du débourbeur sont recouvertes de boues et non aisément accessible.

L'exploitant confirme qu'aucun contrôle préventif de ces installations n'est prévu.

L'exploitant présente la consigne n°9 « Livraison de gazole, dépotage par camion citerne en présence d'une personne du site ». Il s'agit d'une consigne à porter très générale qui ne précise pas les conditions de ravitaillement des engins en fonction de leur configuration.

Non-conformités à corriger :

- x arrêt de l'utilisation de la 2ème aire utilisée pour le ravitaillement des engins tant qu'elle n'aura pas été mise en conformité avec les dispositions réglementaires ;
- x mettre à jour les documents de suivi des opérations de nettoyage du débourbeur pour permettre une traçabilité des opérations, y compris la justification de l'élimination des déchets ;
- x tenir en bon état de propreté l'aire principale de ravitaillement des engins et les bouches d'accès au décanteur afin que ces dispositifs puissent assurer leur fonction ;
- x mettre à jour la consigne de ravitaillement des engins les plus mobiles (engins à pneus de type chargeuses, tombereaux et citerne arroseuse) et des engins les moins mobiles (engins à chenilles) en cohérence avec les engagements de l'étude d'impact ;
- x fixer dans une consigne d'exploitation les contrôles à effectuer sur le dispositif de traitement des effluents de l'aire de ravitaillement des engins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

Réponse de l'exploitant :

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des liquides polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. [...] Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : L'exploitant précise que les opérations d'entretien et de réparation des engins sont réalisées par des entreprises externes qui gèrent leurs produits polluants. Aucun produit susceptible de créer une pollution (déchets et produits d'entretien) n'est stocké dans l'atelier. Il n'y a pas non plus de stockage d'hydrocarbure fixe, le ravitaillement étant réalisé par camion citerne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer que les installations « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.
Constats : Concernant la verse de la carrière « Télévision, l'étude d'impact précise qu'un bassin de rétention de 500 m ² a été mis en place dans la continuité du ravin, à proximité de la route d'accès de la société LA PROVENCALE à sa carrière « La Narède », afin de limiter la propagation de matières en suspension en aval de la verse à stériles. Ce bassin a été mis en place du fait de l'impossibilité de diriger les eaux ruisselant sur la verse vers le fond de fouille de la carrière. Lors de la visite l'inspection relève que : <ul style="list-style-type: none">• un merlon a été positionné le long de la piste d'accès à la carrière de la Narède barrant le vallon où est constituée la verse, ce qui permet une zone de rétention à l'arrière de ce merlon ;• ce merlon ne constitue pas réellement un ouvrage de gestion des eaux pluviales, il n'est en particulier pas prévu de point de fuite ;• cet ouvrage et le fossé de collecte des eaux pluviales ne font pas l'objet de contrôle particulier de la part de la société OMYA ;• il n'y a plus de continuité du fossé permettant la gestion des eaux pluviales externes, entre la partie amont et aval de la verse. Concernant la verse de la carrière de Montpeyroux, l'étude d'impact précise qu'elle constitue merlon paysager pour les habitants du hameau du pas de l'échelle. L'étude d'impact précise qu'au niveau de cette structure (merlon paysager + verse), les eaux de ruissellement externe contourne la verse pour rejoindre le thalweg en aval et les eaux pluviales tombant au droit de la verse et du merlon s'infiltrent et ne nécessite pas de bassin de rétention. Concernant les 3 carrières, les eaux pluviales tombant au droit des zones d'exploitation sont canalisées vers les fosses d'extraction, s'infiltrent sur le fond du carreau de la carrière. L'exploitant précise que du fait du contexte karstique, les terrains ont une capacité d'infiltration importante. Non-conformités à corriger : <ul style="list-style-type: none">x Justifier les conditions de gestion des eaux pluviales au niveau de la verse de Télévision (interne et externes au site) ;x mettre en conformité les ouvrages de collecte et de traitement des eaux pluviales ;x fixer dans une consigne d'exploitation les contrôles à effectuer sur les dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales internes et externes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois
Réponse de l'exploitant :

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;- la température est inférieure à 30 °C;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ;</p> <p>En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Article 8.1.4. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « surveillance des rejets aqueux »</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.5 doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°1, les eaux de l'aire de lavage principale sont traitées par un déboureur et séparateur hydrocarbures puis évacuée par canalisation vers la fosse en exploitation de Saki-Coume-Roujou, où elles s'infiltrent.</p> <p>Le débouché correspond à la sortie d'une buse.</p> <p>Le rejet des eaux de l'aire de lavage fait l'objet d'analyses et de contrôles régulier.</p> <p>L'exploitant présente le tableau récapitulatif les résultats des mesures des rejets (Eaux prélevées par Omya et analysées par le Centre d'Analyses Méditerranée Pyrénées - CAMP laboratoire départemental) : date des derniers contrôles 14/12/2022, 24/11/2021, 04/08/2021, ... ainsi que le dernier rapport d'analyse n° 2022.24850-1-1 du centre d'analyses Méditerranée Pyrénées.</p> <p>L'inspection note quelques dépassements sur le paramètre matière en suspension.</p> <p>L'exploitant précise que les effluents ne sont pas rejetés dans un cours d'eau mais dans la fosse d'extraction de Saki-Coume-Roujou ou les MES constitués principalement des produits exploités (carbonate de calcium) se déposent parallèlement à l'infiltration de l'eau.</p> <p>Aucun suivi de la qualité des eaux souterraines n'est prévu sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3-II
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.
Constats : La carrière n'est pas à l'origine de rejet canalisé dans un cours d'eau. Les eaux de ruissellement sont canalisés vers les fosses d'extraction et pour la verse de la télévision vers un bassin aval de 500 m². Le site ne dispose pas d'émissaire devant être équipé d'un canal de mesure et d'un dispositif de prélèvement. Le contrôle du fonctionnement du débourbeur est réalisé par un prélèvement en aval du débourbeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitation de la carrière génère des déchets inertes provenant des stériles de marbres et argiles non utilisables comme matériaux industriels ou non valorisables en tant que granulats.</p> <p>Ces déchets sont classés dans le PGD comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- 01 01 02 : déchet provenant de l'extraction des minéraux non métallifère : Marbre et argile de découverte et d'exploitation- 01 04 08 : déchets de graviers et de débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 : marbre altérés issus de l'installation de traitement des minéraux. <p>Ces déchets sont mis en verse en 2 endroits :</p> <ul style="list-style-type: none">- la verse de la Télévision ;- la verse de Montpeyroux. <p>Ils peuvent également être réutilisés pour le remblayage des fosses ou la remise en état.</p> <p>Une 3ème verse est envisagée à terme sur la carrière de Saki Coume Roujou.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le site ne comprend pas de zone de stockage classée comme installation de catégorie A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Les talus et les verses sont constitués sur la base d'une étude de stabilité jointes à l'étude des dangers (Rapport ANTEA GROUP - Novembre 2012 - n° A66435/A). Le § 6.7 de l'EDD précise que « Les talus réaménagés et la verse à stériles sont constitués avec une pente maximale d'environ 35° garantissant leur stabilité sur le très long terme. De plus, ces remblais sont mis en place par compactage de couches successives montantes. Le passage régulier d'engins participe à ce compactage. » La verse de la télévision débutée en 1998, la plus importante, a une cinquantaine de mètres de haut. Elle se situe dans un vallon encaissé. Lors de la visite de la verse de Télévision, l'inspection note des déversements de produits directement dans le talus sans respecter les modalités de déchargement et compactage prévues. Par ailleurs l'aspect des digues frontales successives de 5m de hauteur ne permet pas de s'assurer que les modalités prévues dans l'étude de stabilité sont respectées (digues constituées avec des stériles primaires (0/1000 mm), avec les caractéristiques géométriques générales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Distance de sécurité entre la crête n et le pied de la digue n+1 : 15 m• Hauteur de digue : 5 m• Pentes internes et externes : 3H/2V• Largeur sommitale : 5 m). Lors de la visite de la verse de Montpeyroux, l'inspection note que des déchets d'exploitation ont été déversés sur la partie sommitale au-dessus de l'écran paysager. Ces « tas » n'ont pas été modelés et mis en forme ni végétalisés. Une végétalisation naturelle est en cours. Non-conformités à corriger : <ul style="list-style-type: none">x justifier que les conditions de mises en œuvre des produits et de constitution des verses respectent les recommandations de l'étude de stabilité et de l'étude des dangers ;x mettre à jour la consigne de déchargement des produits en cohérence avec les dispositions prévues dans l'étude de stabilitéx rappeler les consignes aux employés et s'assurer que ces consignes sont respectées ;x rétablir l'écran paysager en amont de la verse de Montpeyroux par rapport au hameau du pas de l'échelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois
Réponse de l'exploitant :

N° 9 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant présente le tableau de suivi des mouvements de matériaux sur lequel sont repris les quantités de déchets mises en verse en fonction de leur origine. Sur 2022, 59000 t de matériaux ont été mis en verse sur le site de Télévision et 0 t sur le site de Montpeyroux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant présente la dernière mise à jour annuelle du plan des 3 carrières (par photogrammétrie) qui englobe également les 2 versants de la Télévision et Montpeyroux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le PGD traite essentiellement des verses de la Télévision et de Montpeyroux. L'exploitant confirme la future verse de Saki Coume Roujou n'a pas encore été démarrée compte tenu de l'état d'avancement du phasage d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD comprend la description du fonctionnement de la carrière et des déchets générés lors des opérations d'extraction, de traitement primaire et secondaire. Le PGD distingue le traitement du minerai et des produits de décapages valorisés en tant que granulats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : La description des conditions de gestion des eaux de ruissellement est insuffisante et ne correspond pas à la réalité des problématiques rencontrées et des ouvrages mis en place par exemple sur la verse de la Télévision. Non-conformité à corriger : Le PGD doit être complété afin de décrire la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, notamment pour ce qui concerne la gestion des eaux de ruissellement, les poussières et le paysage, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois
Réponse de l'exploitant :

N° 15 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PDG ne comprend pas les procédures de contrôle et de surveillance. Non-conformité à corriger : le PGD doit être complété afin d'y intégrer les procédures de contrôle et de surveillance proposées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois
Réponse de l'exploitant :

N° 16 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD comprend un § 3.4 « conditions de remise en état des installations de stockage » qui précise simplement que « Comme pour les zones d'exploitation des réaménagement écologiques sont prévues sur les différents lieux de stockage ». Ce § ne répond pas à la prescription de l'article 16bis de l'AM du 22/09/94. Non-conformité à corriger : les éléments du PGD sont insuffisantes. Le PGD doit reprendre les engagements de l'étude d'incidence concernant le réaménagement des zones de stockage des déchets et précisant la planification du réaménagement en cohérence avec le plan de phasage et de remise en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois
Réponse de l'exploitant :